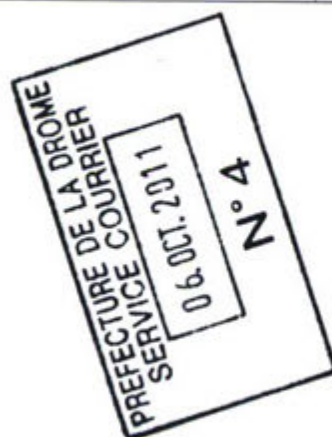


**Romeyer**  
Servitudes d'Utilité Publique

Catégorie	Gestionnaire	Description	Type de l'acte	N° de l'acte	Date de l'acte	Observation
A4	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt	Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau: Le Meyrosse	Arrêté Préfectoral	5121	2 décembre 1968	
A5	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt	Canalisations d'assainissement au profit de la commune de Romeyer	Arrêté Préfectoral	04-5845	13 décembre 2004	
A8	Office National des Forêts	Périmètres de restauration des terrains en montagne.	Liste ONF		30 décembre 1963	
AC3	Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine	Hauts Plateaux du Vercors	Décret		27 février 1985	
AS1	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	Protection sanitaire du captage d'eau potable de RAYS exploité par la commune de Die et situé sur le territoire de la commune de Romeyer	Arrêté Préfectoral sous-préfecture de Die	6614	18 décembre 1998	
AS1	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	Protection du captage d'eau potable de le Meyrosse.	Arrêté Préfectoral sous-préfecture de Die	2165	8 juillet 1993	



**Sous-Préfecture  
de DIE**

Téléphone : 04.75.22.00.22

Télécopie : 04.75.22.21.20



**BORDEREAU D'ENVOI**

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de DIE

à

Affaire suivie par :

C. Breyton

Madame le Maire

26 150 ROMEYER

NOMBRE DE PIÈCES	NATURE DE L'ENVOI
1	<p>Commune de DIE</p> <p>Mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Rays.</p> <p>Ampliation arrêté préfectoral n° 6 814 du 18 décembre 1998 portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Rays exploité par la commune de Die et situé sur le territoire de la commune de Romeyer et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau.</p> <p>- Transmise pour AFFICHAGE -</p>

Die, le

**28 DEC. 1998**

LE SOUS-PREFET  
et par délégation  
Le Secrétaire

A handwritten signature in black ink, likely belonging to the Sous-Préfet or their delegate.

---

---

SOUS-PREFECTURE DE DIE

**ARRETE n° 6 814**

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de *RAYS* exploité par la Commune de *DIE* et situé sur le territoire de la commune de *ROMEYER* et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau .

**Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, notamment ses articles L.11.1 à L.11.8 et R.11.1 à R.11.31,

VU les articles L.20 à L.20.1 du Code de la Santé Publique,

VU le Code Rural et notamment son article 113,

VU les articles L.111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme,

VU la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 93.742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 3 Janvier 1992 susvisée,

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 95-363 du 5 avril 1995 modifiant le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*



VU l'arrêté préfectoral n° 132 en date du 8 Janvier 1998 fixant la liste des personnes susceptibles de remplir les fonctions de Commissaire Enquêteur pour l'année 1998,

VU l'arrêté préfectoral n° 1726 en date du 24 Avril 1998 portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire pour la mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Rays, et d'une enquête préalable à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau,

VU l'arrêté préfectoral n° 5353 du 28 septembre 1998 donnant délégation de signature à Madame Marie-Gabrielle PHILIPPE, Sous-Préfet de Die,

VU l'arrêté préfectoral n° 5747 du 19 octobre 1998 portant prolongation du délai d'instruction - demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de DIE en date du 27 Novembre 1997 sollicitant l'ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire pour la mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Rays, et d'une enquête préalable à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau,

VU les journaux :

le Dauphiné Libéré du 18 Mai 1998 et 1er Juin 1998  
le Journal du Diois du 15 mai 1998 et 29 Mai 1998  
contenant les insertions réglementaires.

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 18 Juillet 1998,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 novembre 1998,

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la Mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R11.19 du Code de l'expropriation,

VU les certificats des Maires attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché,

VU l'ensemble des pièces du dossier,

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies,

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Sont déclarés d'utilité publique :

- le projet d'instauration des périmètres de protection sanitaire du captage d'eau potable de Rays exploité par la Commune de DIE et situé sur le territoire de la commune de Romeyer.
- l'institution des servitudes liées à ce projet.

.../...

## **ARTICLE 2 :**

Madame la Maire de DIE est autorisée à exploiter le captage de Rays pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

Madame la Maire de DIE est autorisée à exploiter le captage de Rays dans les conditions suivantes :

Débit maximum instantané : 162 m3/h

Débit maximum journalier : 3888 m3/j

## **ARTICLE 3 :**

Madame la Maire de DIE ou son mandant est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les parcelles constituant le périmètre de protection immédiate du captage de Rays.

## **ARTICLE 4 :**

Sont déclarées cessibles immédiatement pour le compte de la commune de DIE les parcelles ou parties des parcelles figurant sur l'état parcellaire joint au présent arrêté et constituant le périmètre de protection immédiate du captage de Rays.

## **ARTICLE 5 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**

Il est créé un périmètre de protection immédiate tel que défini sur le plan parcellaire annexé.

Il s'établira sur une surface d'environ 28700 m2 au détriment des parcelles n° 288, 293 et 294 section E2 commune de ROMEYER.

### **Obligations:**

- Ce périmètre sera la propriété de la commune de DIE pendant la durée d'exploitation des ouvrages.
- Des panneaux avertisseurs de la zone protégée seront mis en place sur les chemins d'accès .
- L'entrée de la grotte située sur la parcelle n° 293 sera condamnée par une grille cadenassée.

Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation des ouvrages y seront interdites.

## **ARTICLE 6 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

Il est créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire annexé .

Il s'établira sur une surface d'environ 78 ha.

A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par la commune de DIE seront interdites les activités suivantes :

- \* Les constructions de toute nature

.../...



\* les installations potentiellement très polluantes, dont :

- les élevages intensifs
- les installations classées
- le stockage de produits chimiques ou phytosanitaires
- les stockages et canalisations d'hydrocarbure y compris les stockages provisoires de faible importance en vue de l'exploitation forestière
- les stockages de lisiers, fumiers et matières fermentescibles,

\* les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses graves :

- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radio-actifs
- les dépôts de fumiers et de matières fermentescibles
- la création d'enclos et le stationnement de troupeaux

\* Les faits susceptibles de favoriser les infiltrations rapides :

- la recherche et le captage des eaux souterraines
- l'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavation à ciel ouvert
- les coupes forestières totales, les pratiques sylvicoles intensives (dessouchage - sous solage etc). Toutefois l'exploitation des boisements en régime "jardine" est autorisée
- les pistes forestières entamant le profil des versants
- le débouchage des puits et des galeries en vue d'une activité spéléologique.

ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUT FAIT SUSCEPTIBLE D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX.

#### **ARTICLE 7 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE**

Il est créé un périmètre de protection éloignée tel que défini sur le plan parcellaire joint au dossier.

Il s'établira sur une surface d'environ 53 ha.

A l'intérieur de cette zone, toute activité susceptible de nuire à la qualité des eaux (épandages, déversements, dépôts,...) devra faire l'objet d'une stricte application de la réglementation en vigueur et sera soumise préalablement à l'avis de l'autorité sanitaire.

Plus particulièrement sont soumis à autorisation préalable:

- Les coupes forestières totales
- L'ouverture de mines ou de carrières

#### **ARTICLE 8 :**

Les servitudes instaurées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée seront soumises à la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

.../...

## **ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté sera notifié en recommandé avec accusé de réception à tous les propriétaires ou ayants droits des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Madame la Maire de DIE ou son mandataire sont chargés d'effectuer ces formalités.

## **ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble :

- Pour le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- Pour les tiers, dans un délai de quatre ans après accomplissement des formalités de publication.

## **ARTICLE 11 :**

Madame le Sous-Préfet de Die, Madame la Maire de DIE, Madame la Maire de ROMEYER, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipeement, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à Die, le 18 décembre 1998

Pour le Préfet de la Drôme,  
et par délégation  
Le Sous-Préfet de Die

M-G. PHILIPPE

Pour ampliation,  
Le Secrétaire en Chef

Bernard GIRE



**Captage de la source « RAYS »  
sur la commune de ROMEYER**

Page 1/7

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					Situation 1995 SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques		Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	
⇒ <u>Périmètre de protection immédiate</u>									
1	COMMUNE de DIE A La Mairie Place de l'Hôtel de Ville 26150 DIE			E	288	Les Frachisses	90.80	BT	90.80
2	Mme. EYMERI Claude Epse BOYER Michel 4 Lot Beausoleil 26400 AOUSTE-SUR-SYE Née le 17/01/1944 à ROMEYER			E	293	Les Frachisses	1.70.20	BT	1.70.20
				E	294	Les Frachisses	26.00	BT	26.00
⇒ <u>Périmètre de protection rapprochée</u>									
3	ETAT MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET O.N.F. 16 Rue Lapeyrouse - 26000 VALENCE			D	309	Pré du Soulier	16.82.60	BR + B	1.18.00
				E	320	Le Bichon	32.76.90	BR + B	32.76.90
4	M. BELLE Marcel André Les Amauds - 26150 ROMEYER Né le 08/03/1931 à ROMEYER			D	363	Les Rays	1.15.70	BT	1.15.70



**Captage de la source « RAYS »  
sur la commune de ROMEYER**

Page 2/7

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					Situation 1995 SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
5	Us.-M. BOUILLANNE Henri Paul Veuf HUMBERT Paule Le Moulin - 26150 ROMEYER Né le 07/04/1915 à ROMEYER  Nu-Prop. 4/12 <sup>ème</sup> • Mlle. DIDIER-BOUILLANNE Isabelle Simone Le Moulin - 26150 ROMEYER Née le 16/06/1958 à DIE  Nu-Prop. 3/12 <sup>ème</sup> • DROGUE Née le 8/10/1929 • DROGUE Née le 21/09/1930 Nu-Prop. 1/12 <sup>ème</sup> • DIDIER Né le 12/09/1942 • DIDIER Né le 19/09/1971	Décédé en 1996		D	311	Pre du Soulier	72.20	B	72.20
6	Prop./Indi M. BOUILLANNE Henri Paul Veuf HUMBERT Paule Le Moulin - 26150 ROMEYER Né le 07/04/1915 à ROMEYER  Mlle. DIDIER-BOUILLANNE Isabelle Simone Le Moulin - 26150 ROMEYER Née le 16/06/1958 à DIE	Décédé en 1996		D	316	Pre du Soulier	61.70	B	61.70
				D	364	Les Rays	1.11.30	BT	1.11.30
				E	304	Les Frachisses	1.84.00	BR	1.84.00

**Captage de la source « RAYS »  
sur la commune de ROMEYER**

Page 3/7

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					Situation 1995 SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
7	M. BOURDAT André Auguste Veuf FAURE Né le 15/08/1932 à ROMEYER Les Chapays - 26150 DIE			E	289	Les Frachisses	38.60	L	38.60
				E	298	Les Frachisses	1.20.00	BT	1.20.00
8	M. BOURDAT Marcel Epx VIRET Monique Lucile 11 Hameau de Plas - 26150 DIE Né le 25/05/1934 à ROMEYER	Bien propre du Mari		D	314	Pre du Soulier	35.75	B	35.75
				D	367	Les Rays	1.44.50	BT	1.44.50
9	Us. M. CHAPAYS Paul Elie Epx AUBERT Chez Mme. FRANCES Paulette 1422 Boulevard Joseph Collomp 83300 DRAGUIGNAN Né le 20/03/1897 à ROMEYER  Mme. CHAPAYS Paulette Marie Louise Epse FRANCES Albert Née le 02/02/1923 à ROMEYER 1422 Boulevard Joseph Collomp 83300 DRAGUIGNAN	Décédé le 14/07/1989       Bien propre de la femme		E	297	Les Frachisses	1.08.60	BT	1.08.60

**Captage de la source « RAYS »  
sur la commune de ROMEYER**

Page 4/7

Situation 1995

Situation 1995

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
10	Prop./Indi Mme. CHEVALLIER Jeanne Thérèse Epse PERRIN Jean 2 Boulevard Domenget 73100 AIX-LES-BAINS Décédée en 1972  Prop./Succ M. PERRIN Jean Joseph Epx CHEVALLIER 2 Boulevard Domenget 73100 AIX-LES-BAINS Décédé en 1968	<u>Succession :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Bien propre de la Femme Mme. PERRIN Lucette Jeannine Odette Epse DAVEY Antony James 2 Boulevard Domenget 73100 AIX-LES-BAINS Née 4/06/1930 à AIX-LES-BAINS</li><li>• M. PERRIN Charles Chez Mme. BERTHOLLET Veuve PERRIN Robert Rue Henri Ménabréa 73100 AIX-LES-BAINS</li><li>• Mme. BERTHOLLET Veuve PERRIN Robert Rue Henri Ménabréa 73100 AIX-LES-BAINS</li></ul>		D	360	Les Rays	39.30	B	39.30
11	Mme. DROGUE Josette Juliette Epse ORAND René Elle Avenue Sadi Carnot - 26150 DIE Née le 26/07/1945 à DIE	Bien propre de la femme		E	319	Merayon	1.51.30	BT	1.51.30
12	M. FIALOUX Claude Raymond Epx JEAN Maryse Huguette Graton - 26150 DIE Né le 18/03/1934 à ROMEYER			D E	361 300	Les Rays  Les Frachisses	55.00 1.10.00	B BR + B	55.00 1.10.00



**Captage de la source « RAYS »  
sur la commune de ROMEYER**

Page 5/7

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					Situation 1995
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques		Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture
13	M. FIALOUX Jean-Pierre Maurice Epx EYNARD Nathalie Le Moulin - 26150 ROMEYER Né le 29/12/1962 à DIE			D	313	Pre du Soulier	6.60	B	6.60
				D	366	Les Rays	1.10.60	BT	1.10.60
				E	295	Les Frachisses	91.80	BT	91.80
				E	296	Les Frachisses	1.21.40	BT	1.21.40
				E	301	Les Frachisses	45.10	BR	45.10
14	M. GAUTHIER Paul Epx PELLENE Mireille Les Chapays - 26150 ROMEYER Né le à			E	303	Les Frachisses	1.23.50	BT	1.23.50
15	M. GOTTI Jean Epx DURAND Avenue de la Gare - 26150 DIE Né le à			E	299	Les Frachisses	38.60	BT	38.60
16	Prop./Indi M. HAROUTUNIAN Antoine Epx BRUGIER Yolande Louise n°1166 Traverse Notre Dame de La Garde 13600 LA CIOTAT Né le 19/06/1927 à LA CIOTAT  Prop./Indi Mme. BRUGIER Yolande Louise Mathilde Epse HAROUTUNIAN Antoine n°1166 Traverse Notre Dame de La Garde 13600 LA CIOTAT Née le 13/11/1929 à DIE			D	362	Les Rays	3.48.30	BT	3.48.30

Captage de la source «  **RAYS** »  
sur la commune de **ROMEYER**

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques		Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	
17	M. LIOTARD Daniel Charles L'Hommet et Combalons - 26150 DIE Né le 12/09/1953 à DIE			E	291	Les Frachisses	3.33.00	BT	3.33.00
18	Prop./Indi Mme. MOULIN Andrée Albertine Divorcée JOLLAND 5 Boulevard Général De Gaulle 26500 BOURG-LES-VALENCE Née le 20/12/1923 à VALENCE  Prop./Indi Mme. BILLARD Andrée Albertine Veuve POULAT Pierre Chemin Saint-Just - 38200 VIENNE Née le 08/09/1913 à VIENNE			E	318	Merayon	1.13.70	L	1.13.70
19	Prop.Indi M. RAFFIN Marc Lucien Epx CHARAYS Eliane Mélina Chez Mme. LUGIEN-CHAPAYS 79 Avenue Sadi Carnot - 26150 DIE Né le 12/02/1944 à MONTARGIS  Mme. CHAPAYS Eliane Mélina Elisa Epse RAFFIN Marc Lucien Au Village - 26150 ROMEYER Née le 23/01/1943 à DIE	Décédé en 1982      Bien propre de la femme		D	331	Lauberie	69.30	B	69.30
20	Mme. SECOND Paulette Léa Epse RAMBAUD Maurice Le Village - 26410 SAINT-ROMAN Née le 12/08/1929 à ROMEYER			E	292	Les Frachisses	3.40.00	BT	3.40.00
				E	302	Les Frachisses	5.31.80	BR + B	5.31.80
21	STE POUR LA SAUVEGARDE DES RESSOURCES NATURELLES 1 Rue de l'Avenir Meudon 92360 MEUDON LA FORET			D	317	Pre du Soulier	59.70	B	59.70



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME  
SOUS-PRÉFECTURE DE DIE

Place de la République - B.P. 83 - 26150 DIE  
Téléphone : 75-22-00-22 - Télécopie : 75-22-21-20

Affaire suivie par :

C Breyton

Die, le **17 NOV. 1992**

A R R E T E n ° 3 827

Le Préfet du Département de la Drôme,  
Chevalier de la légion d'honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.11.1 à L.11.8 et R.11.1 à R.11.31

VU les articles L.20 à L.21 du Code de la santé Publique

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du Chapitre II du titre 1er du livre premier du code de la Santé Publique.

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution

VU les articles L.111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de ROMEYER en date du 20/06/92 sollicitant la mise en conformité du périmètre de protection sanitaire du captage de Meyrosse et sollicitant l'ouverture de l'enquête publique

VU les avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 mars 1992

VU l'arrêté préfectoral fixant la liste des personnes susceptibles de remplir les fonctions de Commissaire Enquêteur pour l'année 1992

VU l'arrêté préfectoral n° 6443 en date du 31 décembre 1990 donnant délégation de signature à Monsieur Michel SPILLEMAEKER, Sous-Préfet de l'arrondissement de Die

VU les dossiers constitués conformément aux dispositions des décrets et codes précités

CONSIDERANT que l'étude du projet permet de prescrire conjointement l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire

*Si avis favorable du Commissaire, ne pas prendre de délibération.*



CONSIDERANT que l'institution des servitudes ne s'applique qu'à des terrains situés sur la commune de ROMEYER

## A R R E T E

### ARTICLE 1

Le projet de mise en conformité des périmètres de protection du captage de Meyrosse sera soumis conjointement sur le territoire de la commune de ROMEYER à :

. une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'instauration des périmètres de protection du point d'eau précité,

. une enquête parcellaire en vue de l'institution de servitudes sur les parcelles concernées par les dits périmètres.

### ARTICLE 2

Tant pour l'enquête d'utilité publique que pour l'enquête parcellaire, est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur Monsieur Michel EYMAS, ingénieur subdivisionnaire EDF honoraire retraité, demeurant quartier Saint Jean 26 340 SAILLANS.

Son siège est fixé à la Mairie de ROMEYER.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
---

### ARTICLE 3

Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en Mairie de ROMEYER pendant Trente jours consécutifs du 4 janvier 1993 au 2 février 1993 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture de la Mairie (mardi et jeudi de 15 h à 18 h) et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur l'utilité publique de l'opération pourront également être adressées par écrit à la Mairie de ROMEYER, au Maire ou au Commissaire Enquêteur, lequel les annexera au registre d'enquête.

Le mardi 19 janvier 1993 de 14 h à 16 h et le mardi 2 février 1993 de 14 h à 16 h le Commissaire Enquêteur recevra à la Mairie de ROMEYER les observations sur l'utilité publique du projet.

#### ARTICLE 4

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire Enquêteur qui visera les pièces du dossier et le communiquera au maire de ROMEYER avec le registre susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, en lui faisant connaître ses conclusions dans une lettre de transmission.

Une copie du rapport de Monsieur le Commissaire Enquêteur sera déposée en Mairie de ROMEYER.

Si les conclusions du Commissaire Enquêteur sont défavorables au projet, le conseil municipal émettra son avis par une délibération motivée dont le procès-verbal sera joint au dossier qui sera adressé au Sous-Préfet de Die.

Faute de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier en Mairie, le Conseil Municipal sera réputé comme ayant renoncé à l'opération.

#### ARTICLE 5

Le dossier soumis à l'enquête comprendra outre le registre visé à l'article 3 du présent arrêté :

- . une notice explicative
- . un plan de situation (échelle 1/25000e)
- . un rapport de l'hydrogéologue agréé
- . un plan parcellaire
- . un état parcellaire
- . une délibération
- . l'avis du C.D.H..



DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENQUETE PARCELLAIRE
--

#### ARTICLE 6

Pendant le même temps, du 4 janvier 1993 au 2 février 1993 inclus, le plan parcellaire et la liste des propriétaires intéressés seront également déposés à la Mairie de ROMEYER où ils pourront être consultés aux jours et heures mentionnés à l'article 3.

Les observations seront recueillies sur un registre à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Maire. Elles pourront aussi être adressées par écrit à la Mairie de ROMEYER, soit au Maire qui les joindra au registre d'enquête, soit au Commissaire Enquêteur.

#### ARTICLE 7

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le Maire et transmis dans les vingt quatre heures avec le dossier au Commissaire Enquêteur.

Ce dernier visera les pièces du dossier, donnera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération, après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer. Ces opérations devront être terminées dans le délai de 30 jours à compter de l'expiration de l'enquête.

Le Commissaire Enquêteur adressera alors l'ensemble du dossier au Sous-Préfet de Die.

#### ARTICLE 8

Si le Commissaire Enquêteur propose des modifications au tracé ou à la définition des servitudes et si ces modifications tendent à appliquer la servitude à des propriétés nouvelles ou à aggraver la servitude antérieurement prévue, notification directe en sera faite par le demandeur aux intéressés dans les formes prévues par les décrets n° 77.392 du 28 mars 1977.

Les intéressés auront un délai de huit jours pour prendre connaissance, à la Mairie, du plan modifié et présenter leurs observations.

Dans ce dernier cas et à l'expiration de ce délai, le Commissaire Enquêteur, dans un délai maximum de huit jours transmettra le dossier avec ses conclusions à Monsieur le Sous-Préfet de Die.



#### ARTICLE 9

Avant le 28 décembre 1992, il sera adressé aux propriétaires intéressés une notification individuelle du dépôt du dossier à la Mairie, sous pli recommandé avec accusé de réception, dans les conditions prévues par l'article R 11.22 du Code de l'Expropriation.

#### ARTICLE 10

Le dossier soumis à l'enquête comprendra, outre le registre visé à l'article 6, du présent arrêté :

- . l'état parcellaire des terrains affectés par le projet,
- . le plan parcellaire des terrains affectés par le projet.

DISPOSITIONS COMMUNES
-----------------------

#### ARTICLE 11

Avant le 28 décembre 1992, le Maire de ROMEYER publiera le présent arrêté par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés en usage.

Un certificat du Maire, en double exemplaire, justifiera l'accomplissement de cette formalité.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera, en outre, inséré en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département, huit jours au moins avant le début de l'enquête. Cet avis sera appelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Un exemplaire du certificat et des journaux contenant l'insertion seront joints à chaque dossier.

#### ARTICLE 12

Conformément aux prescriptions de l'article L 13.2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique :

- . les propriétaires et les usufruitiers, dans la huitaine qui suit la notification de l'arrêté susvisé, sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui

ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes,

. les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi, ils seront déchus de tout droit à indemnité.

Par ailleurs, l'article R 11.23 du même code stipule que :

. les propriétaires sont tenus de fournir les indications suivantes relatives à leur identité : nom, prénom, domicile, date et lieu de naissance, profession, nom du conjoint, dénomination des personnes morales, forme juridique, siège social et date de constitution définitive des sociétés, numéro d'immatriculation des sociétés commerciales, siège, date et lieu de dépôts des statuts pour les associations, ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

### ARTICLE 13

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Sous-Préfet de Die, le Maire de ROMEYER, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

. Monsieur le Commissaire Enquêteur  
. Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt  
. Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales (Génie Sanitaire)

Fait à DIE, le 17 novembre 1992



Pour le Préfet de la Drôme  
et par délégation,  
le Sous-Préfet de DIE

Michel SPILLEMAEKER

Pour ampliation,  
Le Secrétaire en Chef

Alain FAINTRENIE

**Captage de la source « RAYS »  
sur la commune de ROMEYER**

Page 7/7

Situation 1995

n° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		RENSEIGNEMENTS HYPOTHECAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Origine de Propriété	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
22	Prop./Indi M. VIGNON Louis Yvan Epx CORREARD Aimée Germaine 26310 LUC-EN-DIOIS Né le 07/03/1928 à ROMEYER	Non propriétaire		D	315	Pre du Soulier	4.57.90	B	4.57.90
				D	359	Les Rays	39.90	B	39.90
	M. VIGNON Michel Raymond Epx FOURY Simone Paule Le Charlay Chemin de Beauséjour 38240 MEYLAN Né le 10/08/1944 à DIE			D	365	Les Rays	1.17.60	BT	1.17.60
23	M. VIRET Edouard Louis Emile Epx POUI HLM Cocause - 26150 DIE Né le 04/01/1925 à ROMEYER			D	358	Les Rays	62.00	BT	62.00



Commune de ROMEYER  
Captage de la source RAYS  
Section D2  
Section E2

Périmètre de protection :



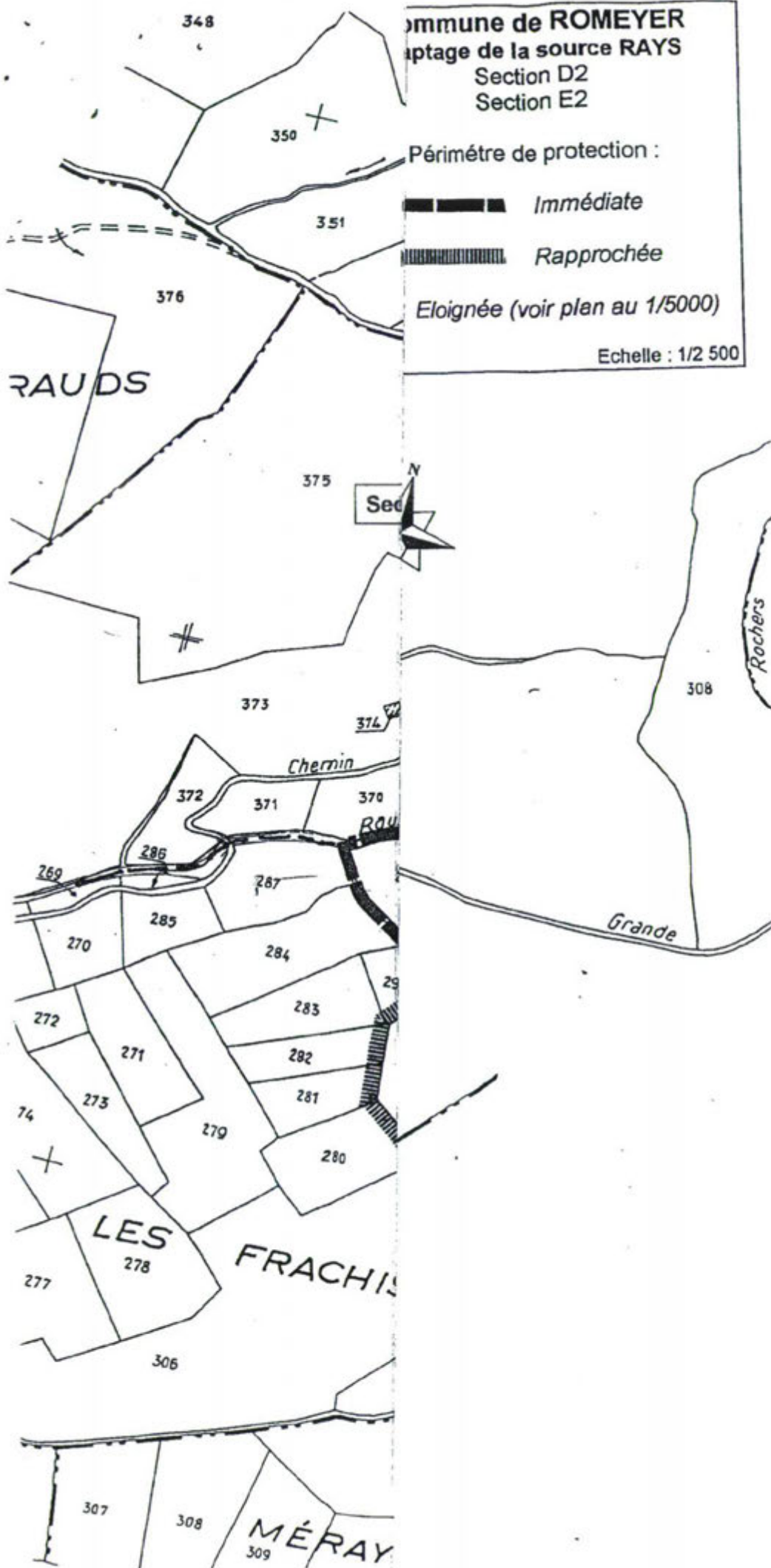
Immédiate



Rapprochée

Eloignée (voir plan au 1/5000)

Echelle : 1/2 500



MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA FORET DE LA DROME

ddaf

COMMUNE DE ROMEYER

PROTECTION SANITAIRE DU  
CAPTAGE DE MEYROSSE

DOSSIER d'ENQUETE

Vu et vérifié :

L'ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts



Dressé :

L'ingénieur des Travaux Ruraux.

RAPPORT HYDROGEOLOGIQUE

VALENCE, le

Pièce N° 6

COMMUNE DE ROMEYER  
( DROME )

-----

MISE EN CONFORMITE TERRITORIALE ET  
SANITAIRE DU CAPTAGE DE " MEYROSSE "

-----

Rapport de Jean-Pierre THIEULOUY,  
Hydrogéologue agréé en matière d'Hygiène  
publique pour le département de la Drôme

26 / JPT / 1991

J.-P. THIEULOUY  
17, RUE DES ABEILLES  
38240 MEYLAN

JUIN 1991



En application des textes ci-après :

- Article L 20 du Code de la Santé publique, modifié par l'Article 7 de la loi du 16/12/1964,
- Décret n° 67-1093 du 15/12/1967,
- Circulaire interministérielle du 10/12/1968, le soussigné Jean-Pierre THIEULOUY s'est rendu le 14 mai 1991 à Romeyer ( Drôme ), sur requête de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt datée du 23 avril 1991, afin d'enquêter sur la situation du captage de " Meyrosse ", de fixer l'étendue de sa protection territoriale et de définir les servitudes afférentes.

La visite des lieux a été faite en compagnie de MM. MARTINOT, Chef-technicien du Génie rural et Melle DIDIER-BOUILLANNE, Maire de Romeyer.

## 1 - LOCALISATION ET STRUCTURE TECHNIQUE

=====

### 1.1.- Préambule

-----

La source, qui émergeait naturellement à l'altitude de 730 m en rive gauche du Meyrosse et 600 m environ à l'amont de la ferme de " la Scie " ( Quartier de la Scie, section cadastrale C1 ), jaillissait sous forme d'abondants écoulements au pied du talus limitant en cet endroit la berge du torrent et au niveau de celui-ci. Elle avait fait l'objet d'un rapport hydrogéologique et sanitaire préalable daté du 06/01/71, rédigé par le présent rapporteur à la suite d'une visite effectuée le 07/09/70.

Les travaux de captage ont été réalisés en 1970-1971 et depuis cette époque cet ouvrage alimente toute la commune de Romeyer en quantité très largement suffisante ; toutefois, ces eaux sont épisodiquement affectées de contaminations bactériennes. Notons que les dernières analyses ( prélèvements du 29/04/91 ) étaient parfaitement conformes à la Législation.

### 1.2.- Caractéristiques techniques

-----

Le captage est implanté sur le bord inférieur de la parcelle n°68 ( propriété communale ), 4 à 5 m environ en retrait du talweg et 6 à 7 m en contrebas du rebord supérieur d'un talus haut de 5 m, limitant une zone plus plane, surélevée de 2,5 m environ par rapport au fond du talweg et dont le sous-sol contient les installations de captage.

Au dessus de cette aire de captage, le reste du terrain s'élève selon un profil transversal modéré jusqu'au chemin rural de la Scie, distant de 30 m de l'ouvrage de captage.

Les équipements sont donc constitués :

1.2.1.- D'un drain longitudinal,  
-----

fait de canalisations perforées en béton ( diamètre 200 mm ), noyé dans un massif drainant de graviers 30/50, posé sur un radier argileux imperméable et protégé des infiltrations issues du Meyrosse par un colmatage argileux disposé sur tout le flanc de la tranchée.

La protection du drainage contre les infiltrations de surface est assurée, tout d'abord par un drainage superficiel éliminant les venues d'eau trop peu profondes, puis par un toit constitué d'argiles fines compactées.

Longueur du drain : 20 à 25 m

Profondeur du drain : 2 à 2,50 m

1.2.2.- D'une chambre de captage  
-----

enterrée ( 2,50 m x 2 m x 1,80 m ), en maçonnerie bétonnée, où l'on accède par une cheminée haute de 2 m, équipée d'échelons métalliques et close par un capot Foug sommital, s'ouvrant juste au dessus du sol.

Le tuyau drainant aboutit dans un vaste bac de dessablage occupant la moitié de la surface de la chambre ( 2,50 m x 1 m x 0,80 m ) ; un bassin de mise en charge et un pied-sec occupent le reste de la chambre. Le bac de dessablage et le bassin de mise en charge sont tous deux pourvus d'un trop-plein et d'une vidange.

Débit moyen de l'ouvrage : 15 à 20 l/sec

Température des eaux : 8,1°C ( 14/05/91 )

2 - ENVIRONNEMENT HYDROGEOLOGIQUE ET SANITAIRE  
=====

L'analyse de l'environnement permet de formuler quelques propositions tentant à expliquer les insuffisances sanitaires actuelles de ce captage.

Elles résultent de paramètres d'une double nature, gisement hydrogéologique et situation sanitaire locale.

2.1.- Aspects hydrogéologiques  
-----

\* On peut tout d'abord admettre que les eaux captées n'ont pas de relations directes avec le ruisseau de Meyrosse pour 3 raisons :

- différentiel important de température entre les eaux de la source ( 8,1°C ) et celles du ruisseau ( 9°,8C ) ;



- résultat négatif d'une coloration massive des eaux du ruisseau ( 1970 ), loin à l'amont de l'ouvrage ;

- pérennité substantielle de la source en dépit du tarissement total du ruisseau à l'amont des émergences ( 1970 ).

- \* L'origine latérale ( versant Est ) de l'alimentation avait été proposée dans mon rapport préalable ; or la nature géologique du substratum concerné ( marnes et calcaires marneux hauteriviens ) n'est pas en faveur pour la présence d'un aquifère stratiforme aux émergences très substantielles et concentrées.

- \* L'important débit et la pérennité de la source de Meyrosse serait plus en rapport avec l'existence d'un drainage de nature tectonique réalisé dans l'épaisseur d'une masse calcaire de grande épaisseur. L'examen de la carte géologique Mens au 1/50000 ème témoigne de l'existence d'une fracture d'orientation NE/SW, satellite des failles de la Cléry et du Jas neuf, qui pourrait recouper en oblique la vallée du Meyrosse à quelque distance à l'amont des émergences.

Ce mode de gisement pourrait expliquer les pollutions sporadiques révélées par les analyses ; en effet, tant que la pression des eaux est importante dans le réseau fracturé, les eaux du torrent ne se mêlent pas à l'alimentation de la source, mais en périodes d'étiage, les eaux du torrent pourraient alors entrer en relation avec le réseau fracturé et contaminer l'alimentation gravitaire, issue d'une zone montagneuse, certes affectée de phénomènes karstiques, mais totalement inculte et inhabitée, où les causes de pollutions sont diffuses et accidentelles.

Si telle est l'origine des contaminations, il n'existe aucun moyen de les éliminer.

## 2.2.- Vulnérabilités locales

-----

Des pollutions d'origine superficielle et latérale seraient en mesure d'atteindre le drainage, dont la protection pourrait être imparfaite, en transitant dans la couche superficielle de la couverture d'altération superficielle, qui recoupe le pied du versant de rive gauche. Ces contaminations pourraient provenir :

- Des cultures pratiquées sur les parcelles 73 et 74 situées à l'amont du chemin, i.d. à une distance minimale de 50 m du drainage.

- Des émergences superficielles, qui se manifestent dans la partie supérieure de la parcelle n°68 et qui déterminent un état marécageux ; des infiltrations d'eaux altérées pourraient s'y produire et atteindre le drainage.

## 2.3.- Aménagements proposés

-----

Le contexte sanitaire devrait être sensiblement amélioré, si les mesures définies ci-dessous étaient mises en oeuvre :



\* Réalisation d'un drainage superficiel ( fossés et drains peu profonds ), destiné à rassembler les venues, qui se répandent dans la partie haute de la parcelle n°68, et de prévenir leur infiltration dans le sol, avec la possibilité de transit vers le drain longitudinal, situé 15 à 20 m à l'aval.

Les eaux ainsi collectées devront se déverser dans le ruisseau à l'aval du captage.

\* Nettoyage de la parcelle n°68 depuis le pied du talus limitant le bord aval du chemin, jusqu'au ruisseau et à l'intérieur de 2 limites latérales situées 20 m au delà de l'extrémité amont du drain et 10 m à l'aval de l'ouvrage.

Sur cette zone, la végétation arbustive et arborée sera totalement détruite ; une couverture herbacée y sera favorisée, si nécessaire par ensemencement, et sera régulièrement entretenue sans que les repousses arbustives y soient admises.

\* Une clôture de structure rustique ( piquets béton, grillage à moutons et portail verrouillable ) sera posée sur 3 côtés de la zone protégée :

- au pied du talus embroussaillé du chemin ;
- latéralement à l'amont (E), 15 m au delà de l'extrémité du drain ;
- latéralement à l'aval (W), 5 m en contrebas de la chambre de captage.

Le talweg constitue sur le quatrième côté une protection naturelle suffisante.

### 3 - PROTECTION TERRITORIALE =====

#### 3.1.- Périmètre de protection immédiate -----

La parcelle communale n°68 ( section C1 ) représente ce périmètre ; c'est un terrain d'une superficie très suffisante, puisqu'il s'étend 50 m environ à l'aval du captage et 180 m environ à son amont, entre le chemin rural de la Scie et le Meyrosse.

Une aire clôturée, dont l'extension a été définie au paragraphe précédent, protégera les abords plus immédiats du captage en interdisant la pénétration et le transit du bétail et en prévenant les promeneurs de l'existence d'équipements d'intérêt public.

Sur l'ensemble de ce périmètre, clôturé ou non, aucune activité ne sera admise, hormis l'entretien régulier de l'aire clôturée et herbeuse, les visites de contrôle et les travaux de maintenance des ouvrages de captage.

### 3.2.- Périmètre de protection rapprochée

Les limites de ce périmètre sont soulignées de bleu sur la figure 3.

Il s'étendra sur les 2 rives du Meyrosse en réponse à la double hypothèse de l'origine des eaux ( drainage tectonique axial, aquifère stratifié de rive gauche ).

Sur cette aire, qui restera du domaine privé, seront respectées les prescriptions suivantes :

#### \* Seront interdits :

- les constructions de toutes natures ;
- les élevages clôturés de gibiers, porcins, caprins ou de chevaux ;
- la création de décharges d'ordures de toutes natures, les tas de fumiers, l'ensilage de produits fermentescibles ;
- les dépôts, même temporaires, d'hydrocarbures liquides ;
- l'épandage d'effluents pollués ( eaux usées, lisiers ... ) et de tous déchets fécaux ou organiques d'origine animale ;
- le creusement d'excavations, le tracé de pistes entamant le profil naturel des versants ;
- la recherche et l'exploitation d'eaux souterraines ;
- les déboisements totaux.

#### \* Seront admis :

- l'exploitation raisonnée de la couverture arborée, sans qu'elle se traduise par un accroissement des ruissellements sur les versants ;
- l'exploitation raisonnée des parcelles cultivées ;
- le pacage diffus des troupeaux.

Si toutefois, une contamination bactérienne ou chimique, manifestement liée dans le temps et dans ses caractéristiques à l'une de ces 2 dernières activités, était constatée, un plan d'action apte à limiter les risques de pollution serait établi, imposé et contrôlé par l'Administration responsable.

4 - AVIS DU RAPPORTEUR

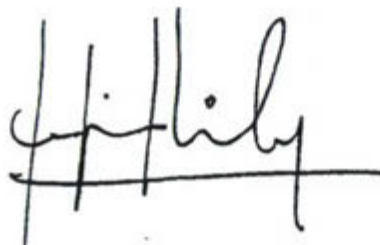
=====

La mise en conformité sanitaire du captage de Meyrosse, qui alimente en eau potable la Commune de Romeyer ( Drôme ) sera obtenue :

- par la mise en oeuvre des mesures techniques et territoriales de protection définies dans le présent rapport ;

- par le strict respect des prescriptions afférentes aux périmètres de protection.

Grenoble, le 10 juin 1991

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Thieuloy', with a horizontal line drawn underneath the letters.

Jean-Pierre THIEULOUY  
Coordonnateur départemental

P.J. : 2 figures



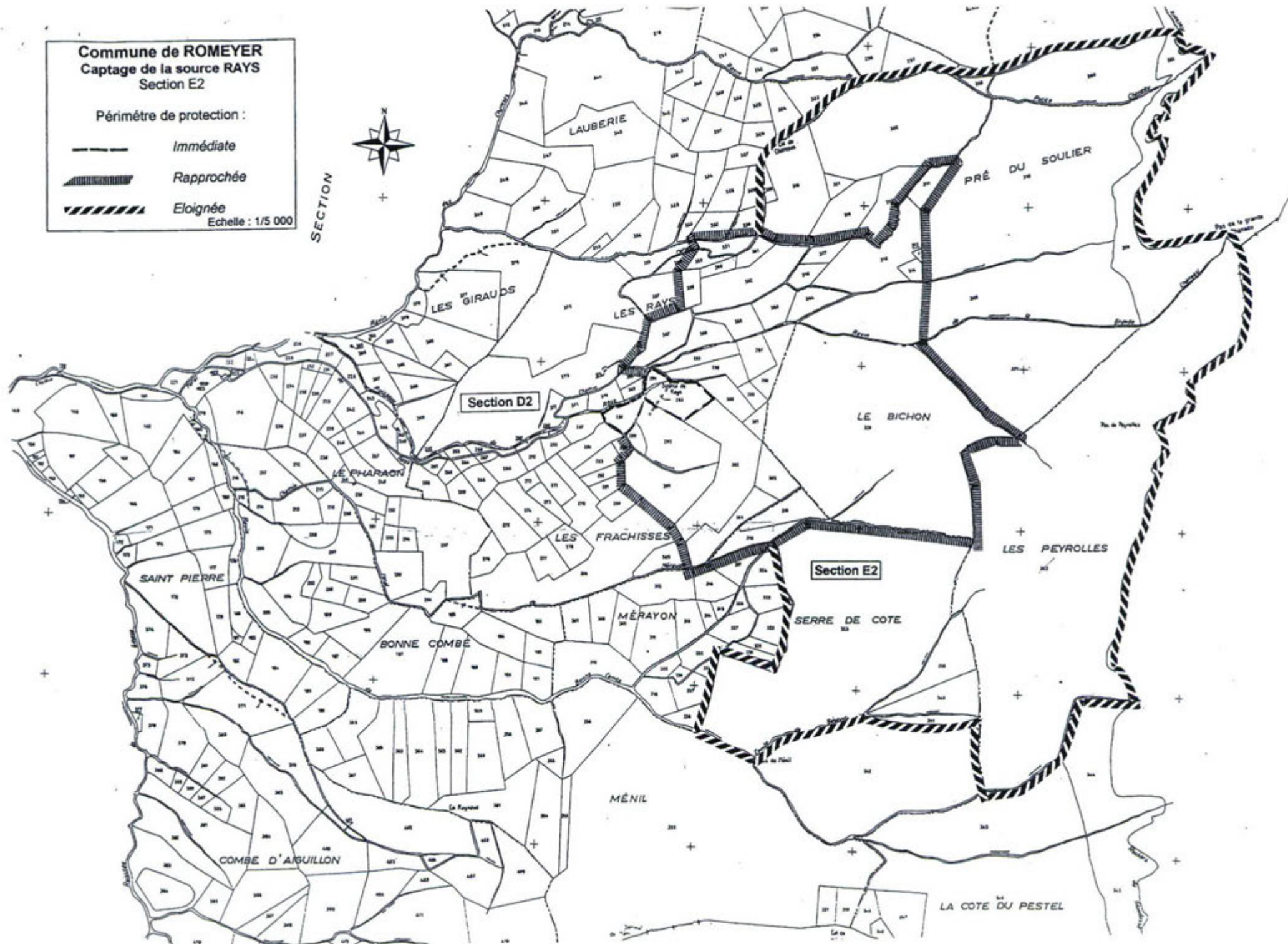
**Commune de ROMEYER**  
**Captage de la source RAYS**  
**Section E2**

Périmètre de protection :

-  Immédiate
-  Rapprochée
-  Eloignée

Echelle : 1/5 000

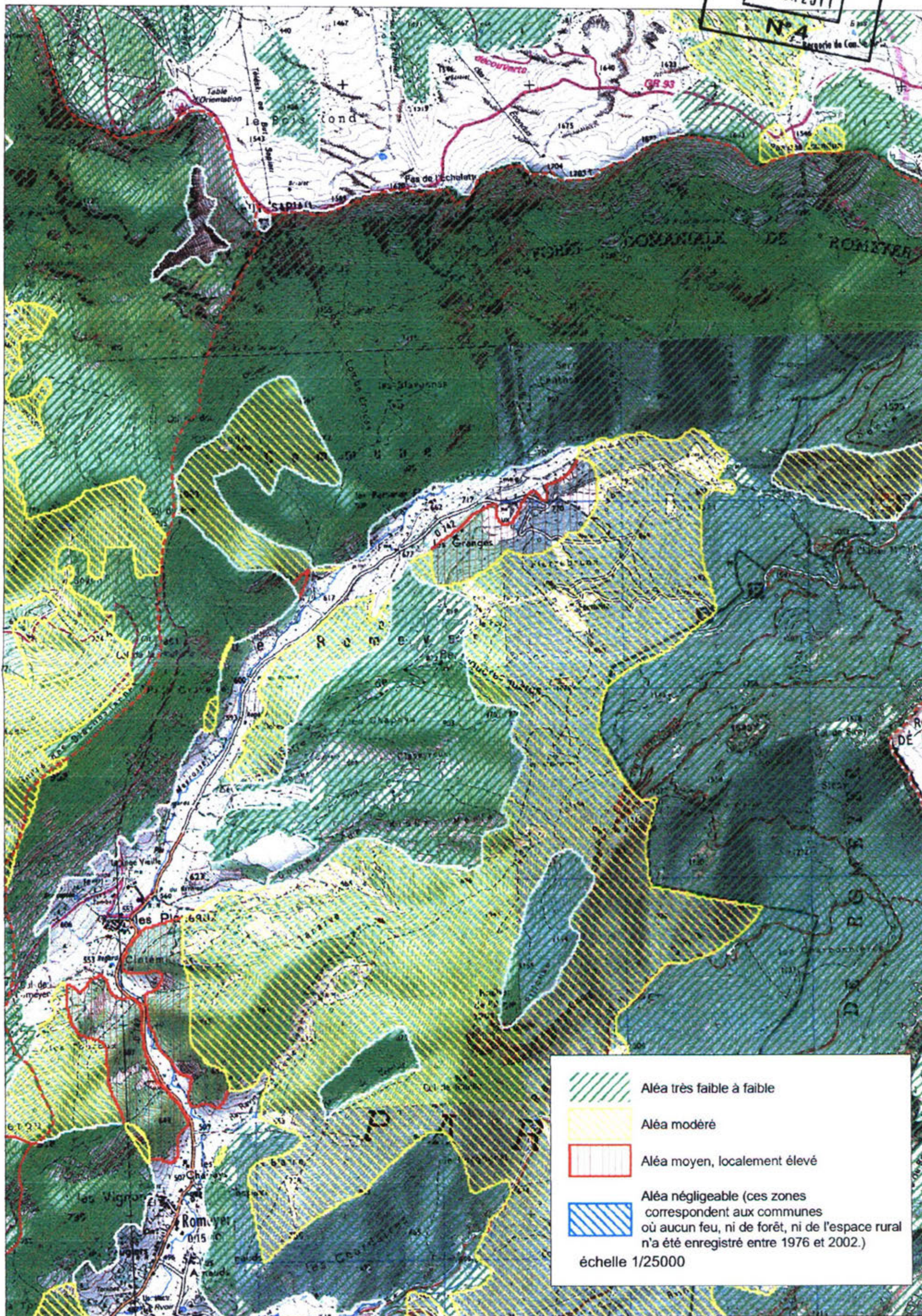
SECTION













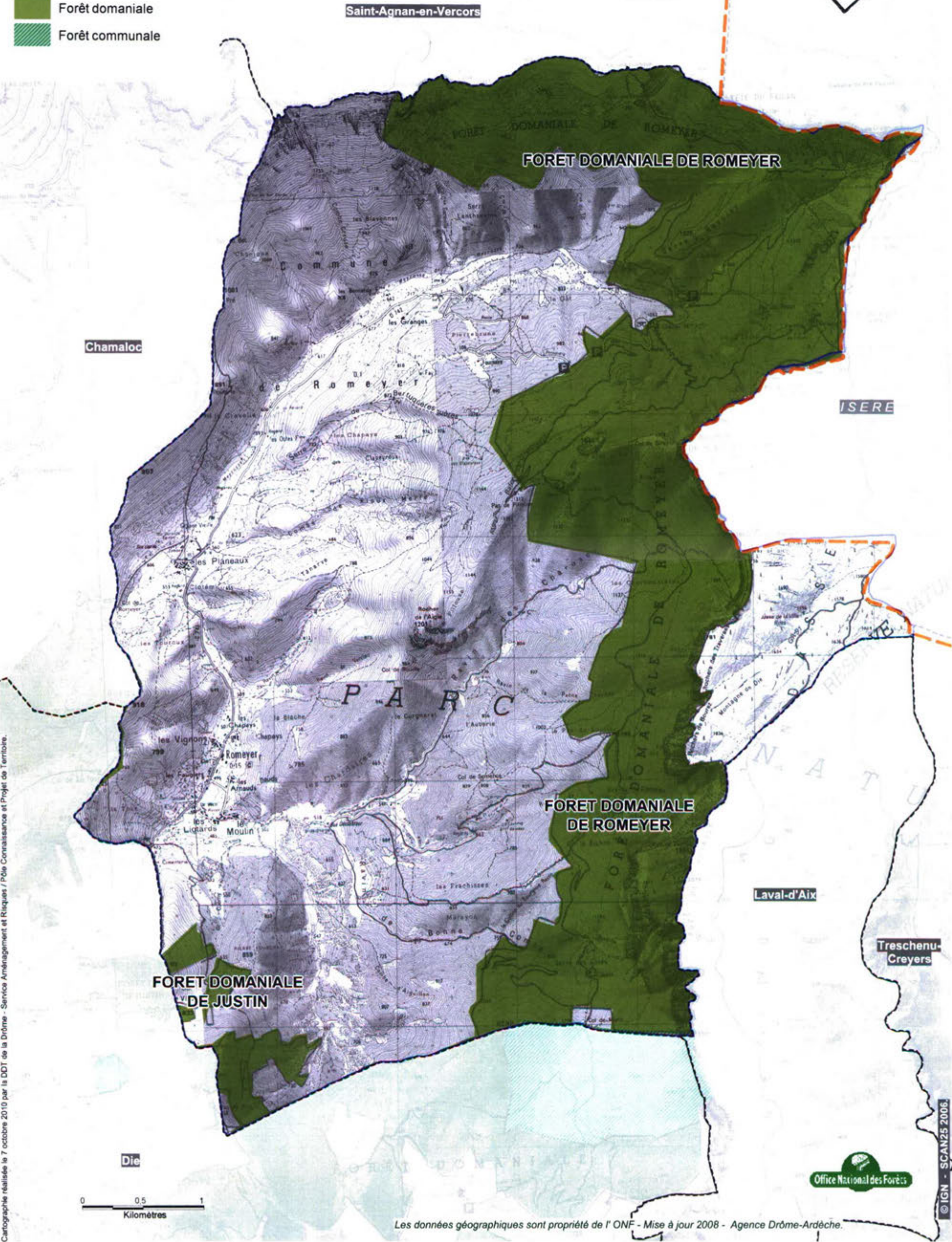
# Commune de Romeyer

## Bois et forêts bénéficiant du régime forestier

PREFECTURE DE LA DRÔME  
SERVICE COURRIER  
06 OCT 2011  
N° 4

Bois et forêts  
et leur gestionnaire

- Forêt domaniale
- Forêt communale





Plan  
Local  
d'Urbanisme

PREFECTURE DE LA DRÔME  
SERVICE COURRIER  
06.OCT.2011  
N° 4

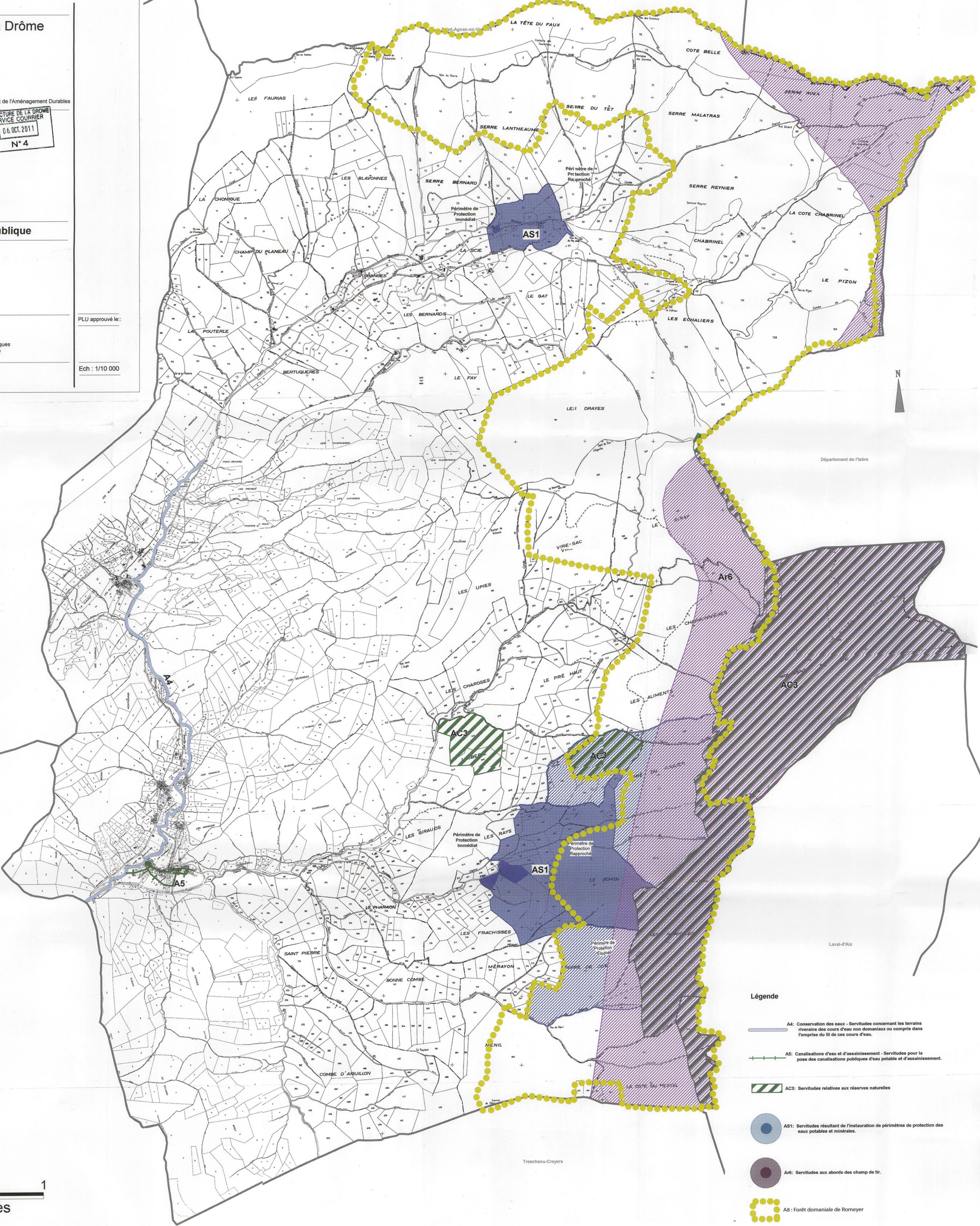
Commune de  
**Romeyer**

Servitudes d'Utilité Publique

Direction  
Départementale de  
l'Équipement de  
la Drôme  
Service Aménagement et Risques  
Atelier Prospective Territoriale  
Pôle géomatique

PLU approuvé le :

Ech : 1/10 000



Légende

- AS: Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau.
- AS: Canalisations d'eau et d'assainissement - Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement.
- AC3: Servitudes relatives aux réserves naturelles
- AS1: Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales.
- Ar6: Servitudes aux abords des champs de tir.
- AS: Forêt domaniale de Romeyer